2 € - N°135 28 nov. 2025

ANTICAPITALISTES!

Mensuel du NPA Révolutionnaires de Gironde

Non à la guerre, non à l'austérité

Organisons-nous pour en finir avec le militarisme et l'exploitation !

A propos du NPA-Révolutionnaires

Un accord entre les deux parties du NPA issues de la scission du congrès de décembre 2022 a acté que chacune d'entre elles conserverait le nom de NPA suivi du titre de son journal national, NPA l'Anticapitaliste et NPA Révolutionnaires.

Lors de ce congrès, l'ancienne direction, avec ses porte-parole Philippe Poutou et Olivier Besancenot, a fait le choix irresponsable d'organiser cette scission, excluant de fait près de la moitié de l'organisation qui combattait sa politique d'alliance avec la NUPES.

Cette scission affaiblit l'ensemble de l'extrême-gauche au moment où le regroupement de toutes les forces révolutionnaires et de toutes celles et ceux qui veulent changer le monde s'impose comme une évidence et une nécessité.

Comme nous l'avons écrit dans notre Déclaration adoptée au Congrès : « *Au moment où se profilent les périls réels de militarisation et de durcissement autoritaire des régimes contre les classes populaires, mais où des réactions et capacités d'affirmation se présentent pour notre classe un peu partout dans le monde, il est temps de faire vivre dans les faits un pôle révolutionnaire. De regrouper ces forces, minoritaires mais bien réelles, qui militent pour le renversement révolutionnaire du système. Un système capitaliste qui accumule les preuves de sa faillite à satisfaire les besoins de l'humanité, alors qu'aujourd'hui, parmi les huit milliards d'individus, une majorité est maintenue au bord de la survie. Nous nous adressons à toutes les travailleuses et travailleurs, aux jeunes et moins jeunes, révoltés par le système d'exploitation capitaliste et son cortège de misère, de guerres et d'oppressions : rejoignez-nous pour son renversement et portons tous ensemble sur le devant de la scène l'actualité et l'urgence de la révolution !* »

La revue *Anticapitalistes !* du NPA 33 devient celle du NPA Révolutionnaires 33 et s'inscrit dans cette perspective de continuer le NPA, de le refonder autour de son projet initial de rassemblement démocratique des anticapitalistes et révolutionnaires.

Lisez REVOLUTIONNAIRES
le journal du NPA Révolutionnaires

https://npa-revolutionnaires.org/abonnement/

ANTICAPITALISTES !
CPPAP : 1029 P 11511 - ISSN : 2430-4867
Directeur de publication : François Minvielle
NPA-R-33 - 39 rue de Navarre - 33000 BORDEAUX - 07 83 64 43 49
Imprimerie : Copy Média - Parc d'activité du Courneau -23, Av. de Guitayne - 33610 CANEJAN

SOMMAIRE

Edito p.3

Nos vies, pas leurs profits p.4-6
- Précaires, faisons entendre notre colère !
- Mort au travail d'un ouvrier de 68 ans
- A la Plateforme Industrielle Courrier de Cestas
- MMT-B : nouvelle vague de suppressions d'emplois pour une fin programmée
- Encore et toujours là !

Dans la santé p.6-8
- Non au PRE, pas d'économies dans la santé !
- Parkings payants dans les Hôpitaux, un rackett généralisé
- Clinique Bdx Nord, une certification qui passe mal
- Un interne en médecine se suicide tous les 18 jours !
- Coupes claires sans les budgets de la protection de l'enfance, une manifestation combative, jeune et révoltée

Politique locale p.9
- Le budget du Conseil départemental malade du capitalisme

Leur société p.10-11
- Ils meurent à bas bruit
- A Mérignac comme ailleurs, un toit c'est (en théorie) un droit !
- Contre le racisme, des salariés ne se laissent pas faire !
- L'ESS aux prises avec la crise capitaliste

Féminisme p.12-13
- Contre les violences sexistes et de genre, une manifestation dynamique !
- Extrait de l'allocution de l'AG féministe à la manifestation du 22 novembre
- Violences sexistes, violences sociales, le capitalisme à abattre !

Internationalisme p.14
- Nouvelle-Calédonie Kanaky, à bas l'Etat colonial français !

Leur société p.15
- Quand la Préfecture de Gironde tente de faire taire la solidarité avec la Palestine...
- Hurmic et la sécurité ou la « méthode bordelaise » de flicage de la société

A voir p.16
- *Dossier 137*, film de Dominik Moll

Abonnez-vous

à **ANTICAPITALISTES !**

le mensuel du NPA Révolutionnaires 33

Tarifs abonnement : 20 € (10 n° auprès des comités)
25 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, «soutien» avec envoi postal)

Paiement par chèque à l'ordre de Daniel Minvielle,
en précisant Nom, prénom, e-mail et adresse postale.

Non à la guerre ! Non à l'austérité !

Organisons-nous pour en finir avec le militarisme et l'exploitation, pour changer le monde !

Macron va vendre à Zelenski 100 Rafales d'ici 2035. Pour justifier ce contrat d'armement, pour le plus grand profit de Dassault, il prétend agir pour « *une paix juste… conforme au droit international… assurant la sécurité d'une Ukraine souveraine, indépendante…* ».

Mais loin de vouloir la paix, c'est la guerre que mène Macron avec ses alliés de l'Otan sous la direction des USA, une guerre sanglante par procuration qu'ils mènent contre la Russie depuis trois ans avec le sang du peuple ukrainien, qui a fait 1,4 million de tués ou blessés ukrainiens et russes.

Le « plan de paix » de Trump, c'est la négociation avec Poutine du dépeçage et du pillage de l'Ukraine.

Les marchandages entre grandes puissances contre les peuples ne peuvent amener la paix. Il en va de même du « plan de paix » de Trump pour Gaza, un cynique plan colonial qui entérine le génocide du peuple palestinien.

Le militarisme et la guerre, c'est la guerre contre les travailleur·es

Le 18 novembre, au congrès des maires de France, le chef d'état-major des armées, agitant le fantasme d'une agression de l'Europe par la Russie d'ici 2030 a dit qu'il fallait « *accepter de perdre ses enfants* ». Et le va-t'en guerre Macron voudrait rétablir le service militaire, volontaire pour le moment, pour tenter d'enrôler la jeunesse, la plier à son patriotisme guerrier pour le compte des milliardaires et des multinationales.

La menace de guerre, de conflits « *de haute intensité* » est une réalité à laquelle se préparent gouvernements et états-major. Il ne s'agit pas de la folie de dirigeants bellicistes à la Trump mais de la logique du système, où les multinationales et les oligarchies financières en concurrence pour s'accaparer les profits tirés du travail et piller les ressources de la planète se mènent une guerre économique et commerciale acharnée qui est indissociable du militarisme et de la généralisation des guerres.

Le réarmement à l'échelle de toute l'Europe, les milliards de budgets militaires seront financés en imposant une austérité impitoyable aux travailleur·es et aux classes populaires. C'est à eux que l'Etat entend aussi faire payer la dette creusée par les 270 milliards de subventions et de cadeaux au grand patronat et aux multinationales. En s'en prenant aux services publics et la santé, en aggravant les attaques contre les chômeurs, les allocataires sociaux, les malades et les handicapés, les sans-papiers… alors que les besoins sociaux sont de plus en plus criants.

Ces attaques ne peuvent être imposées que par des mesures autoritaires

C'est dans l'intérêt des ultra-riches et des milliardaires que les gouvernements de droite, de gauche et macroniste ont gouverné en menant des politiques antisociales qui n'ont cessé de creuser les inégalités, d'accroître la misère d'un côté et de concentrer les richesses de l'autre. Il n'y a pas eu de « ruissellement » de la richesse sur les plus pauvres. En 2003, les ultra-riches gagnaient déjà en 95 fois plus que les ménages les plus modestes. En 2022, ils ont gagné 167 fois plus.

La discussion sur le budget au Parlement est une mascarade. Tous les partis, de la gauche au RN font mine de s'opposer, mais sur le fond aucun ne remet en question la logique capitaliste de course au profit. Tous défendent la souveraineté nationale et l'austérité, se soumettent aux exigences des milliardaires et du grand patronat au nom de « l'économie nationale », renforçant les forces les plus réactionnaires autour de l'union des droites des LR au RN, aux portes du pouvoir.

Solidarité de classe internationaliste contre la guerre sociale et militaire !

Contre l'austérité et la guerre, pour nos besoins et nos droits, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes, notre organisation et nos luttes.

Laisser croire, comme le font les député·es de la France insoumise que le vote pour eux peut redresser la situation par une politique « plus sociale » sans toucher au système capitaliste est un mensonge. L'intégration de la gauche parlementaire au système, de même que celle des directions syndicales au dialogue social laisse le terrain à l'offensive de la réaction, aux politiques guerrières, austéritaires, répressives.

Nous avons besoin d'opposer aux appareils la démocratie « par en bas », de nous organiser en toute indépendance de classe pour préparer l'affrontement inévitable avec les milliardaires et le pouvoir qui les sert, quel que soit le gouvernement, imposer l'annulation de la dette, l'expropriation des banques et des grandes entreprises, mettre l'ensemble des richesses produites au service de la collectivité, pour en finir avec le militarisme et la guerre, avec la domination du capitalisme.

Pour nous contacter :
anticapitalistes@npa33.org - 07 83 64 43 49

www.npa33.org

Précaires, faisons entendre notre colère !

Cette année, la journée de lutte des chômeur·es et précaires tombe le samedi 6 décembre et le Collectif des Fauchés Solidaires, initié par AC Gironde, a décidé d'appeler à une manifestation à 15 h place de la Victoire.

Avec l'austérité budgétaire, les plus pauvres sont en pleine ligne de mire avec le doublement des franchises médicales, les 7 milliards d'économies sur la santé, les coupes brutales dans les services publics…

Le gouvernement veut même supprimer la « *prime de Noël* » versée aux plus précaires, pour ceux qui n'ont pas d'enfants. Farandou, ministre du travail, le justifie : « *Je ne suis pas sûr que notre pays ait les moyens de poursuivre ces politiques de générosité maximale* »… Quelle « générosité », alors que le Collectif Les Morts de la Rue dénombre 912 décès en 2024. Un chiffre qui a bondi de 42 % depuis 2018 ! Et les coupes budgétaires en cours dans le médico-social ou les associations qui interviennent dans la rue auront des conséquences encore plus dramatiques.

Alors que le chômage augmente, avec 7,5 millions de travailleur.es inscrits à France Travail, le gouvernement veut continuer sa politique de harcèlement des chômeur·es.

La nouvelle convention de l'assurance chômage, signée par la CFDT, FO et la CFTC, prévoit 2,4 milliards d'économies sur la période 2025 à 2028. A peine mise en place le 1er avril, le gouvernement réclame une nouvelle réforme avec un objectif situé entre 2,5 et 3 milliards d'économies alors que les chiffres du chômage augmentent ! L'Etat veut même ponctionner 4,1 milliards sur l'Unedic en 2026, ce qui la rendra déficitaire de 1,3 milliard.

Pour imposer les 15 heures d'activité non rémunérée par semaine du RSA conditionné, le gouvernement a aussi mis en place le décret-sanction qui lui permet de couper progressivement les allocations de ceux et celles qui n'ont que cela pour survivre.

Le flicage permanent, le contrôle des chômeur·es par l'IA pour augmenter le nombre des radiations, voilà la politique du pouvoir face à l'augmentation du chômage. Avec l'Allocation Unique de Solidarité qui regroupe les diverses prestations sociales, Lecornu veut augmenter les contrôles sur le RSA, primes d'activité, allocations logement. Le Sénat veut même rajouter un article de loi qui permet à France Travail d'accéder aux données personnelles des allocataires… Tous les chômeurs et précaires sont désignés comme fraudeurs potentiels !

Cette politique est d'autant plus révoltante que le gouvernement donne sans compter et sans contrôle des milliards d'argent public aux grandes entreprises !

Comme nous avions commencé à le faire le 10 septembre avant que la mobilisation ne soit étouffée dans les débats parlementaires, regroupons-nous, travailleur·es avec ou sans emploi, pour s'en prendre à l'ensemble du système. Le 2 décembre, la CGT, la FSU et Solidaires appellent à une journée sans lendemain pour « *faire pression* » sur le débat budgétaire ! Saisissons l'occasion pour dire que c'est pas au Parlement, mais par la convergence de nos colères que nous pourrons inverser la situation. Et rendez-vous tous et toutes le 6 décembre.

Laurent Delage

Mort au travail d'un ouvrier de 68 ans à Lormont

Le 12 novembre, quai de Brazza à Lormont, un ouvrier de 68 ans est mort en tombant du troisième étage d'un immeuble en construction après que le garde-corps a cédé. Son collègue de 20 ans à ses côtés a été grièvement blessé. Le lendemain, dans le Pas de Calais, un ouvrier de 60 ans mourait en tombant d'une nacelle.

En 2023, il y a eu en France, un des pays les plus riches et développés du monde, 759 morts au travail (21 de plus qu'en 2022), soit plus de deux mort·es par jour en moyenne. Et il faut encore ajouter à ce chiffre terrible 332 décès dans des accidents de trajet et 196 autres liés à des maladies professionnelles !

Sans surprise, les secteurs les plus exposés sont ceux aux conditions de travail les pires, dont celui du BTP où de nombreux travailleur·ses sont doublement soumis à la pression des employeurs et autres donneurs d'ordres car sans papiers.

Ces morts révoltantes, qui se produisent dans un silence assourdissant, sont le produit direct de l'intensification de l'exploitation qui contraint les travailleur·es, en premier lieu les plus précaires, jeunes, séniors usé·es par le travail, à prendre de plus en plus de risques. Cela dans un contexte de casse systématique du droit du travail, de hausse généralisée des cadences, d'augmentation du temps de travail et des multiples reports de l'âge de départ en retraite ! Et alors que les contrôleurs et inspecteurs du travail sont de plus en plus dépourvus de moyens pour faire respecter les règles de sécurité minimales.

Une « *hécatombe silencieuse* » comme le titrait un livre de Mathieu Lépine il y a deux ans qui dénonçait ce « *fait social majeur* », qui condamne à lui seul cette société d'exploitation prête à tout pour assouvir la soif de profits.

I.U.

A la Plateforme Industrielle Courrier de Cestas

Le courrier s'accumule tranquillement, la direction flippe et ouvre tous les dimanches

Les centres de tri courrier ferment les uns après les autres et le courrier des départements limitrophes concernés est maintenant trié à la PIC de Cestas. Comme tous les ans, à cette période, il s'accumule et prend doucement mais sûrement du retard. Il n'y a pas assez de monde, pas assez de machines, pas assez de place pour le traiter en temps et en heure. La seule solution de la direction, échaudée par la venue des journalistes l'an dernier, c'est d'ouvrir les dimanches en journée pour tenter de rattraper le retard.

Des collègues acceptent de venir pour la paye qui paraît alléchante. Mais au fond, on sait tous qu'on ne devrait pas avoir à sacrifier sa vie de famille et ses loisirs du week-end pour avoir un salaire correct ! 300 euros en plus par mois et l'arrêt de la fermeture des centres de tri, voilà ce qu'il nous faut pour travailler dans des conditions décentes et profiter de la vie !

L'ex PDG de La Poste est aussi un homme, il paraît…

Tous les postiers ont reçu une lettre de notre ex PDG Philippe Wahl, qui vient de quitter son poste après 12 ans. Dans sa lettre, il nous écrit que « *être votre PDG m'a fait évoluer en tant que dirigeant et en tant qu'homme* ».

Le bilan de Wahl, en 12 ans, c'est que les postiers ont continué de s'enfoncer dans la pauvreté, avec des salaires rattrapés par le SMIC. C'est plus de 70 000 suppressions de postes. C'est la fermeture de dizaines de plateformes, de bureaux, de guichets. C'est un management agressif généralisé qui conduit à une vingtaine de suicides par an.

Mais pour la grande bourgeoisie dont Philippe Wahl fait partie, tout ça n'est rien car seuls comptent les profits. C'est presque un jeu pour lui, car le bilan qu'il en tire c'est que « *ça l'a fait évoluer en tant qu'homme* ». Une dernière petite provocation pour la route… avant de toucher une jolie retraite « dorée » pour remerciement de services rendus !

Au bal des hypocrites…

Juste avant que se déchaîne la campagne anti Shein, l'ex-patron de La Poste, Wahl, se félicitait devant le Sénat que Shein et Temu représentaient 22 % des colis acheminés par La Poste. Et juste avant le début de la campagne, La Poste signait un partenariat avec Temu : se présentant comme écologiquement irréprochable, elle va lui servir de caution écolo.

Quant aux bénéfices réalisés par La Poste en acheminant du Temu et du Shein, ils rentrent tranquillement dans les caisses de l'Etat, unique actionnaire de l'entreprise postale…

Correspondants

Philippe Wahl devant les dépouilles du service public

MMT-B : nouvelle vague de suppressions d'emplois pour une fin programmée

La nouvelle vague de suppressions d'emplois a commencé en octobre, plusieurs dizaines, et va se poursuivre jusqu'à la fin de l'année. Il y a autour de 90 départs en « plan de départ volontaire » comme ils osent dire, et 100 licenciés sans prime extra légale. Nous allons rester environ 220 dans la boite pour terminer la production prévue pour Ford qui reste le client principal pour nos activités. Depuis le début de son désengagement, Ford a confié à d'autres capitalistes le sale boulot de supprimer les emplois et d'adapter la production à ses besoins.

Pour faire passer la pilule, tous les patrons qui se sont succédé ont parlé de possibles projets… et une fois encore, aucune nouvelle. Les réunions se succèdent… et il n'y a rien de bon à en attendre. Les chiffres sont toujours aussi mauvais. Pour rappel, c'est 28 millions d'euros qui ont été siphonnés au profit de Ferral United entre autres et ils ne sont toujours pas revenus.

Dans ce climat, les discussions dans les ateliers tournent autour de ceux qui partent et ceux qui restent, la mauvaise humeur et le ressentiment sur les dossiers de départs qui n'ont pas été validés. Et si les syndicats vont demander un droit d'alerte pour en savoir un peu plus en ce qui concerne l'avenir, cela ne freine en rien la direction qui continue sa politique de licenciements.

Le dernier changement, c'est maintenant le fond de retournement Mutares qui a décidé de nous lier à partir du 1er janvier à une de ses filiales, Walor, spécialisée dans l'usinage de pièces pour le secteur automobile. Elle prend la suite de MMT-B, après Magna, après Getrag-Ford, après Ford… des changements de groupe et de nom qui ont servi à faire passer les effectifs de plus de 1000 à 220 en six ans.

Comme au niveau national, cette économie malade et en pleine dégénérescence qui tient avec l'argent public en continu, ne maintient ses profits qu'en nous le faisant payer cher.

Correspondants

Encore et toujours là !

Samedi 15 novembre, à l'occasion des 7 ans des Gilets jaunes, le CLAP33, Collectif de Lutte contre les Abus Policiers avait pris l'initiative d'un rassemblement Place de la Bourse. Une centaine de militant·es Gilets jaunes, syndicalistes de la CGT, de SUD et de la CNT, de plusieurs collectifs comme les Fauchés solidaires et la Maraude du cœur, du NPA-Révolutionnaires se sont retrouvé·es pour dénoncer les violences policières, les violences et le racisme d'Etat. Le Collectif des mutilés pour l'exemple et Justice pour Alhoussein, jeune tué lors d'un contrôle de police en 2023 étaient présents. Antoine dont la main a été arrachée par un tir de LBD lors d'une manifestation à Bordeaux a dénoncé cette violence et ce racisme non pas comme des dérives et des abus de policiers hors contrôle mais comme systémiques. Les différent·es intervenant·es ont dénoncé la violence policière et d'Etat en tant qu'héritage du colonialisme, le capitalisme, et le patriarcat produit de la société d'exploitation. La Maraude du cœur a pointé la violence et les agressions quotidiennes contre les personnes à la rue, alors que leur situation-même est le produit de la violence sociale, violence d'Etat.

La politique d'Hurmic, « *plus de bleu dans les rues* » et l'armement de la police municipale ont aussi été dénoncés, seules réponses, répressives, à la détresse sociale.

L'ensemble des présent·es, militant·es de la convergence des luttes, très content·es de se retrouver, sont parti·es en manifestation avec leur banderole « *La police tue* » pour rejoindre le « *village des enfantistes* », contre la violence faite aux enfants, qui avait lieu ce même jour à l'occasion de la journée internationale des droits des enfants à Pey-Berland.

Correspondante

« Non au PRE, pas d'économies sur la santé ! »

C'est avec ce slogan que nous nous sommes retrouvé·es jeudi 13 novembre, militant·es SUD et CGT du CHU devant l'Agence régionale de Santé pour dénoncer le « *Plan de retour à l'équilibre* » que l'ARS impose au CHU : 30 millions d'économies, dont 20 sur la seule année prochaine, et le tiers sur le personnel avec d'ores et déjà la remise en cause du paiement des heures supplémentaires, entre autres.

Dans le même temps, au Centre hospitalier de Libourne, le « *Plan de redressement économique* » annoncé dès cet été comme au CHU commence à prendre un contenu concret. La direction vient d'y annoncer un plan sur cinq ans avec des suppressions de postes, la disparition de centaines de mensualités de remplacement de soignant·es, la privatisation à venir d'une partie de l'entretien des locaux, le gel des stagiairisations et diverses autres mesures contre les personnels et les usager·es…

Une offensive généralisée, qui touche des centaines d'établissements dans le pays.

Si les représentants de l'ARS ont très poliment écouté la délégation du CHU montée dire l'opposition des salarié·es confronté·es chaque jour à davantage de difficultés, personne parmi les manifestant·es n'attendait quoi que ce soit de l'entrevue. Par contre chacun·e était convaincu·e de la nécessité de se faire entendre, d'alerter l'opinion, les patient·es et usager·es, la population et les associations de malades car la question de la Santé rejoint celle de l'ensemble des services public, celle des budgets de l'Etat et de la Sécurité sociale. Et c'est bien les mobilisations du plus grand nombre qui seules pourront changer la donne !

Isabelle Ufferte

Parkings payants dans les hôpitaux
un rackett généralisé

A Bordeaux comme dans de nombreuses villes, la plupart des établissements de santé, publics comme privés, installent des parkings payants et en confient la gestion au privé.

Au CHU, les usagers du site de Pellegrin subissent ce rackett depuis des années : patients venus pour un examen ou une consultation, visiteurs, parents d'enfants hospitalisés, beaucoup laissent des fortunes pour avoir accès à l'hôpital, au rythme de 2,60 € l'heure et jusqu'à 15 € par jour ! Et beaucoup n'ont d'autre alternative quand ils arrivent de loin.

Ce sont désormais les sites de Xavier-Arnozan et Haut-Lévêque à Pessac, où le stationnement était jusque-là gratuit, que la direction du CHU a décidé de rendre payant. Et là, il ne manque pas de budget pour refaire des parkings flambant neufs et les aménager ! Un des « arguments » de la direction est qu'elle a besoin de faire rentrer de l'argent pour renflouer ses caisses… Reculer sur les parkings payants mettrait d'après elle en péril son plan d'investissement pour la modernisation du CHU !

Des pétitions se multiplient et une campagne nationale est en cours, portée par des syndicats, des associations de malades, des militant·es, et jusqu'à des député·es à l'Assemblée nationale, pour demander la gratuité. Ce lundi 24 novembre, une action était organisée à l'entrée des parkings de Pellegrin par le syndicat SUD.

Au-dela des parkings et du cynisme des directions qui dépouillent malades et usager·es des hôpitaux et cliniques tout en permettant aux Vinci, Indigo et autres d'arroser un peu plus leurs actionnaires, c'est bien le fonctionnement et le financement de l'ensemble du système de santé, aujourd'hui totalement soumis aux intérêts privés, qui est posé.

I.U.

Clinique Bordeaux Nord
Une certification qui passe mal

Régulièrement les établissements de santé, publics comme privés, sont soumis à un contrôle de la Haute Autorité de Santé pour évaluer la qualité des soins. En décembre, c'est le tour de la clinique Bordeaux Nord.

Un contrôle qu'on pourrait trouver légitime tant les usagers sont en droit de bénéficier d'une prise en charge de qualité. Mais là, tout est bon pour modifier nos organisations de travail, nos pratiques au dernier moment, et parfois en dépit du bon sens, alors que nos conditions de travail sont souvent dégradées.

La certification est un moment important pour la direction car une « bonne note » ouvre droit à des subventions. Les salariés ne sont pas dupes : quelle que soit la note obtenue, la galère continuera. Les « hautes sphères » ont beau s'agiter, on ne peut que continuer à faire comme d'habitude avec les moyens qu'on a !

Alors oui aux bonnes pratiques, mais que la direction commence par les appliquer sur les conditions de travail et les salaires qui stagnent !

Isabelle Larroquet

Bulletin santé du 17 novembre
Un interne en médecine se suicide tous les 18 jours !

Une récente enquête auprès de 8000 internes révèle une souffrance psychologique massive chez ces étudiants : dépressions, burn-out (pour 66 % d'entre eux), idées suicidaires (21 %). À titre de comparaison, 10 % des français déclaraient en 2023 avoir eu des pensées suicidaires.

La formation des futurs médecins semble être devenue un parcours de survie. 70 % ont envisagé de quitter la médecine pour sauver leur peau.

Les internes travaillent en moyenne 59 h par semaine et 10 % d'entre eux dépassent les 80 h ! A cela s'ajoutent les violences institutionnelles des chefs de service, les réformes successives des études, source d'angoisse.

Régulièrement, ces étudiants se mobilisent pour dénoncer ce scandale : être bien traités, respectés, un minimum pour que les médecins et tous les soignants prennent en charge correctement les patients !

Coupes claires dans les budgets de la protection de l'enfance

Une manifestation combative, jeune et révoltée

En réaction au plan d'austérité voté en début d'année qui a déjà réduit de 10 % les budgets du conseil départemental consacrés à la protection de l'enfance, dont les conséquences sont en cours, une manifestation de travailleur·es sociaux était organisée ce jeudi 20 novembre, journée des « *droits de l'enfant* ».

Près de 250 travailleur·es sociaux et étudiant·es de l'IRTS (Institut régional du travail social) se sont ainsi retrouvé·es devant le conseil départemental pour en déménager symboliquement les bureaux au Musée de l'Illusion situé à quelques pâtés de maison.

« *On n'a plus les moyens d'assurer la protection de l'enfance. Faire croire qu'on va y arriver, c'est une illusion !* » dénonçait un éducateur de l'association Rénovation et militant Sud. « *Nous allons inaugurer au musée la permanence commune fictive des services du département et de l'Etat. Un Etat qui a décidé de protéger les profits des Pinault, des Arnaud, des Bolloré plutôt que de protéger les enfants !* ».

Dénonçant la justification de la baisse des subventions départementales par celle des droits de mutation (voir ci-contre), les manifestant·es dénonçaient « *Aujourd'hui en France, le prix des enfants est indexé sur le prix du béton. C'est ça notre démocratie !* ».

Fermetures de services, de places d'hébergement et plans sociaux

Depuis plusieurs mois, les associations du secteur organisent la mise en place d'une austérité sans précédent. L'association Le Prado, 1650 salarié·es, qui prend en charge plus de 4000 enfants, en est ainsi à son troisième plan social et ferme plusieurs services. A l'Institut Don Bosco, autre grosse association du secteur, 94 places d'accueil sont supprimées et un « *plan de départs volontaires* » est en cours. Comme ailleurs, des structures, des ateliers, des hébergements dans lesquels les enfants étaient mis à l'abri ferment et sont « *remplacés* » par des « *places* » en milieu ouvert. Nombre d'enfants, d'adolescents, de jeunes adultes que les services sociaux ou la justice estimaient avoir besoin d'être protégés et hébergés sont en train d'être renvoyés dans leurs familles où ira les rencontrer un·e éducateur·trice… pendant 2 heures chaque mois…

Une catastrophe sociale pour des centaines de jeunes et leurs familles pour des économies sordides : le « *coût* » d'une journée d'hébergement varie entre 150 et 200 euros. Celui d'une journée en milieu ouvert autour de 9 euros, 28 euros dans quelques cas.

Comme le scandaient les grévistes : « *Les droits de l'enfant, c'est pas du boniment, les droits des salariés c'est pas pour les musées* » !

Isabelle Ufferte

Le budget du Conseil départemental malade du capitalisme

Lundi 17 novembre, on apprenait par la presse que, suite à un audit de la Chambre régionale des comptes (CRC), le budget du Conseil départemental (CD) en déficit de 73,9 M€ (millions d'euros), l'était en réalité de 101,8 M€… Pour y palier, le « *plan de retour à l'équilibre* » (PRE) de 73 M€ sur trois ans mis en place va se traduire par des coupes brutales dans les emplois, les prestations sociales, les aides aux communes, etc.

Cette situation est l'aboutissement d'un processus en plusieurs épisodes. En mars 2025, le CD votait son « *budget primitif* » 2025 (évaluation des recettes et prévisions des dépenses). Du fait de la baisse des recettes, ce budget était en baisse de 106 M€ par rapport à celui de 2024 (voir ***Anticapitalistes !*** n°131 du 28 mars 2025). Fin juin, la présentation du « *compte administratif* » de 2024 (bilan réellement réalisé) révélait un trou de 29 M€ non pris en compte lors de la préparation du budget 2025, ce qui obligeait à revoir la copie. D'où le vote, le 17 octobre, d'un budget rectificatif que l'exécutif, se refusant à décider de nouvelles coupes dans les dépenses, choisissait de présenter avec un déficit de 73,9 M€. Le Préfet mandatait alors la CRC pour l'audit dont le résultat est tombé ce 17 novembre.

Un brutal plan d'austérité… assumé par Gleyze et ses services

Pour la CRC, « *le déséquilibre consolidé 2025 total (fonctionnement et investissement) est arrêté […] à -101,8 M€, plus important que celui voté au budget supplémentaire du mois d'octobre (73,9 M€) après réintégration de nouvelles dépenses "en retard"* »… Le CD est appelé à un plan de retour à l'équilibre d'ici 2028, dont 47 M€ d'économies en 2026, 73 M€ d'économie sur le fonctionnement sur trois ans. Il devra « *réduire son train de vie, réduire drastiquement sa masse salariale et se centrer sur ses compétences obligatoires.* »

Le président PS du CD, Gleyze, a dit accepter, pour échapper à la mise sous tutelle de la préfecture, se fendant d'un cynique « *C'est un nouveau point de départ pour rebondir sur la bonne manière de faire, avec nos partenaires et maintenir un service public de qualité* ».

C'est donc lui qui organisera la casse sociale qui va se traduire par une remise en cause sans précédent des budgets destinés à la population, aux plus précaires et aux salariés des associations et du CD lui-même : - 8,6 M€ en 2026 sur l'APA (aide personnalisée à l'autonomie, - 2 M€ supplémentaires en 2027, - 1,7 en 2028 ; sur la PCH (prestation de compensation du handicap), -5,7 M€ en 2026, - 2,1 en 2027, - 1,5 en 2028 ; protection de l'enfance, – 6,5 M€ en 3 ans ; - 6,2 M€ sur les subventions aux associations, - 350 000 euros sur les subventions aux communes. Coup de rabot de 6,6 % sur la subvention au SDIS (service départemental d'incendie et de secours)… Cela sans compter les suppressions « *drastiques* » de postes d'agents au CD.

Derrière les dérives comptables, l'absurdité d'un système économique à bout de souffle

La CRC reproche au budget du CD de manquer de « *sincérité* », d'être trop « *optimiste* »… Une campagne se développe pour montrer la responsabilité de l'exécutif dans la dérive qui a conduit à la situation actuelle. Campagne à laquelle participe *Sud-Ouest* avec une série d'articles dans lequel il dit enquêter sur « *le dérapage des finances de la Gironde* » … même s'il apparait en filigrane que l'ensemble des groupes politiques et sensibilités trouvaient leur compte dans ce fonctionnement entre autres à travers les subventions supra-légales aux communes…

L'exécutif du CD porte évidemment sa part de responsabilité dans la situation, à commencer par celle d'assumer l'offensive de régression sociale dictée par la préfecture et la CRC. Mais vouloir réduire les causes du « *dérapage* » à des choix comptables plus ou moins malheureux, voire malhonnêtes, revient à éviter de désigner les véritables responsabilités.

L'austérité que le CD de Gironde met en œuvre est partie intégrante du plan d'austérité général du gouvernement. Depuis le tournant libéral des années 80-90, l'Etat se décharge sur les départements et collectivités territoriales de toujours plus de missions et réduit aujourd'hui drastiquement sa participation financière. C'est la presque totalité des départements qui se retrouve au bord de l'asphyxie financière.

Et, ce qui illustre la folie du système, c'est la chute brutale de la DTMO (droits de mutation à titre onéreux – part des frais de notaire pour les transactions immobilières), qui constitue la principale recette des départements après les dotations de l'Etat. La DTMO s'est considérablement dégradée du fait de la crise immobilière, ce qui a fait plonger le budget du Département en Gironde, une perte de 220 M€ depuis 2023.

Baisse des subventions d'un Etat au bord de la faillite parce qu'il finance à coup de milliards d'aides de toute sorte et d'exonérations fiscales une poignée de milliardaires, emballement de la crise qui fait exploser les besoins sociaux (et met un coup de frein aux ventes immobilières), les causes principales de la ruine des Départements et de l'offensive de régression sociale sans précédent sont une des expressions de la faillite globale du capitalisme.

Daniel Minvielle

Ils meurent à bas bruit

En Gironde, 26 personnes sans chez-soi sont mortes en 2024 (24 en 2023), dont 22 à Bordeaux (15 en 2023). En Nouvelle-Aquitaine, une baisse légère est enregistrée avec 50 en 2024 contre 56 en 2023.

Chaque année, dans l'indifférence presque générale, des centaines de personnes meurent dans la rue.

En France, elles sont 912 en 2024, contre 735 en 2023 (13ème rapport annuel du collectif Les Morts de la Rue) et déjà 614 recensés au 30 octobre 2025. L'augmentation du nombre de décès se poursuit, frappant des personnes de plus en plus jeunes. La moyenne d'âge est de 47,7 ans. Si les personnes décédées sont majoritairement des hommes (82 %), le nombre de femmes progresse (13%). Quatre sur dix vivaient dans la rue, 27 % sortaient d'une institution (souvent un hôpital ou une prison) et 12 % occupaient un habitat précaire. Leurs trajectoires sont marquées par les addictions (25 %), les ruptures familiales ou migratoires, et la durée de l'errance : 71 % vivaient sans toit depuis plus de cinq ans.

En décembre 2023, une manifestation à Bordeaux à la mémoire des morts de la rue

Derrière toustes ces mort·es, une réalité brutale : le capitalisme fait de la vie humaine une variable d'ajustement, un dommage collatéral.

Les mort·es de la rue ne sont pas des accidents du destin. Ils sont les témoins d'un monde où la richesse s'accumule en haut tandis que la survie se négocie en bas, sur le béton.

Vivre et mourir dans la rue n'a rien d'une fatalité personnelle : c'est le manque de logements accessibles, les politiques publiques insuffisantes, des services sociaux saturés, la précarité du travail, l'explosion des loyers, l'isolement social, les difficultés d'accès à la santé…

Pendant qu'un marché immobilier spéculatif prospère, des hommes, des femmes et des enfants dorment dans des cartons.

La première injustice, c'est de mourir dans la rue. La seconde, c'est d'être effacé au moment même où l'on disparait.

Quand une personne meurt dehors, le reflexe est de dire : « *Elle n'a pas su s'en sortir* ». On ne dit jamais : « *la société l'a abandonnée* » ou « *le système économique l'a broyée* ».

Cette invisibilisation est politique : elle permet de maintenir l'illusion d'une société juste, où chacun aurait sa chance (comme s'il fallait avoir de la chance pour vivre dignement), où ceux qui tombent seraient responsables de leur chute.

Le capitalisme a cette capacité de transformer l'horreur en routine. Parce que chaque mort de la rue est un scandale que l'on n'accepte pas : on doit se soulever contre lui.

Madji

A Mérignac comme ailleurs, un toit c'est (en théorie) un droit !

S'il fallait illustrer les effets des politiques réactionnaires et xénophobes mises en place sous la Macronie et avant elle, la situation des familles « sans toit » en serait une incarnation particulièrement crue.

Les sévères restrictions au droit d'asile (la Cour nationale du droit d'asile compte plusieurs juges d'extrême droite*), la loi immigration de Retailleau, et toutes les lois scélérates jettent à la rue toujours plus d'exilé·es.

Dans ce contexte, les écoles de Mérignac et d'ailleurs accueillent un nombre croissant d'élèves en grande précarité de logement. Iels connaissent, avec leurs parents déboutés du droit d'asile, sous OQTF, l'angoisse permanente de ne pas savoir où dormir : foyers d'urgence, squats, hébergement solidaire, souvent loin des lieux de scolarisation, certain·es devant dormir dans leur voiture.

Face à cette situation, des collectifs d'entraide et de soutien ont vu le jour. Cette solidarité a permis de peser pour imposer la question des familles sans toit auprès de la mairie de Mérignac. Car ici aussi il faut lutter et imposer un rapport de force pour que ce qui relève davantage d'un droit formel (on ne compte pas le nombre de conventions internationales, préambules de constitutions ou chartes qui l'érigent en principe...) ait une réelle existence.

Le collectif « *Mérignac Pas Sans Toit* » s'est constitué, après avoir réquisitionné en 2024 un logement de fonction municipal désaffecté pour loger une famille qui allait se retrouver à la rue. Des enseignantes et associations avaient déjà précédemment permis la mise à l'abri des familles, mais cette réquisition, menée par nécessité, a été le moment de la naissance d'un véritable collectif. En effet, à l'issue de cette action, le collectif regroupait la famille concernée, des enseignant·es, des agent·es de la Mairie, des parents d'élèves, des associations, des syndicats. Et face à cette violence sociale, notre action continue.

Christophe Otharan

* https://lesjours.fr/obsessions/rn-derniere-marche-2/ep7-cnda-thomas-toussaint/

Contre le racisme, des salariés ne se laissent pas faire !

21 salarié·es de la brasserie Le Régent, Place de la Comédie à Bordeaux, ont décidé de sortir du silence et porté plainte contre leur patron, l'homme d'affaire Daniel Marion pour propos racistes, xénophobes, islamophobes, sexistes et homophobes. Le 6 octobre, raconte un des serveurs, il est arrivé « *un peu pompette après un repas d'affaires, il a commencé à partir sur un délire raciste en prétextant qu'il s'était laissé envahir par les étrangers, qu'il allait remettre de l'ordre, qu'il allait blanchir tout ça* », qu'il allait tous les virer. La presse rapporte qu'il a lancé à l'un d'entre eux, d'origine sénégalaise, que « *les noirs méritent d'être à la cave* », ce dernier expliquant que la plupart des salariés pris à partie étaient « *vulnérables* » car « *en situation de régularisation* ». Pendant cinq heures, tous ont subi ses assauts racistes.

Sa défense, pitoyable, prétend qu'il « *n'a aucun souvenir du déroulement de l'après-midi du 6 octobre* », « *un trou noir* », son avocat avançant un possible « *épisode ponctuel de perte totale de contrôle et de discernement, dont l'origine reste à déterminer* ». Il pourrait « *avoir été drogué* ».

« *C'est pour l'ensemble de son œuvre qu'on a décidé de s'unir* », explique un des salarié·es, « *on ne pouvait plus se taire* ». L'outrance des propos, effet ou pas de l'alcool, révèle le racisme ordinaire profond, social, le mépris des salarié·es de ce patron, qui n'est pas un fait individuel, mais social, celui de la pression des idées réactionnaires et de division des classes dominantes, que seules la solidarité et la lutte contre l'exploitation des salarié·es peuvent faire reculer.

C.H.

Les salarié·es ont gagné le soutien de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra) qui va se constituer partie civile.

L'ESS aux prises avec la crise capitaliste

La région accueillait fin octobre le 7ème Forum mondial de « *l'économie sociale et solidaire* », une appellation qui regroupe tout un pan de l'économie, essentiellement des coopératives, mutuelles et associations, mais aussi des entreprises privées, qui prétendent concilier leur activité économique avec une forme de respect social. On y trouve aussi bien des milliers de petites associations que des multinationales « *coopératives* » comme le Crédit Agricole… En Nouvelle-Aquitaine, cette catégorie représente plus d'un sur dix des emplois salariés. Dans le pays, c'est presque 2 millions d'emplois.

Benoit Hamon quand il était ministre de Hollande avait fait adopter une loi pour la promouvoir. Aujourd'hui recasé à la tête de ESS France, il a vanté pendant le Forum ces « *entreprises qui réconcilient économie, justice sociale et tempérance écologique* », qui font moins de profits pour « *réduire les tensions et les inégalités en répondant aux besoins des communautés et en maintenant la cohésion sociale* ». Une solution pour lui face à la récession qui frappe l'économie mondiale car l'ESS « *est résiliente face aux crises et conteste le modèle capitaliste dominant* ».

En réalité, l'ESS subit de plein fouet les dégâts provoqués par les intérêts capitalistes. Le secteur associatif assure les besoins que ni les entreprises ni l'Etat ne veulent satisfaire… mais il est dépendant du budget de l'Etat et de ses coupes, vu que de nombreuses associations vivent de subventions publiques, pour payer leurs salarié·es et mener leurs actions. Hurmic, actuellement président du GSEF (Global forum for social and solidarity economy), a d'ailleurs appelé lors du Forum à « *une équité dans les financements publics* » alors qu'il y a « *200 milliards d'euros pour les entreprises, 16 milliards seulement pour l'ESS* ». Sans craindre le ridicule, il a conclu le Forum en ciblant celui des multinationales : « *Bordeaux n'est pas l'anti-Davos. C'est déjà l'après Davos* », rien que ça !

Cette gauche qui a renoncé depuis longtemps à combattre le capitalisme voudrait faire croire qu'en son sein, un secteur « *vertueux* » pourrait résoudre les problèmes, réussissant le tour de force de réparer les reculs sociaux dont il est lui-même victime.

Un bluff cynique, sur le dos des travailleur·ses de ce secteur, souvent dévoué·es et mal payé·es, et sur le dos des classes populaires dont une partie de plus en plus grande survit grâce aux associations humanitaires.

François Minvielle

Contre les violences sexistes et de genre, une manifestation dynamique !

Le 25 novembre était la journée internationale de lutte contre les violences sexistes et sexuelles contre les femmes. A Bordeaux, les organisations féministes y appelaient le samedi 22, et c'est une foule de 1000 à 1500 manifestant·es qui s'est fait entendre. Comme les années précédentes, la jeunesse était au rendez-vous, mais la joie de se retrouver et de faire entendre sa colère est intergénérationnelle.

Le long du parcours, plusieurs actions ont dénoncé les féminicides, alors que deux jours avant, une femme venait à nouveau de mourir à Saint-Ciers d'Abzac sous les coups de son mari qui l'a frappée, a saisi un couteau, puis l'a étranglée avec une rallonge électrique. Un crime révoltant perpétré par un homme qui avait déjà été l'objet de 7 condamnations pour d'anciens faits de violence contre son ex-conjointe. C'est le quatrième féminicide de l'année en Gironde.

A Saint-Denis-de-Pile, dans le Libournais,
une action était organisée par le Collectif des féministes en Libournais et du Centre rural LGBTQIA+ :
« *La campagne n'est pas un refuge : elle est un terrain où les violences sexistes et sexuelles s'enracinent et se banalisent. Près de 50 % des féminicides ont lieu en milieu rural, alors qu'un tiers seulement de la population y vit* ».

La manifestation a fait entendre une profonde révolte contre toutes les inégalités, à la maison, dans la rue, au boulot : « *à travail égal, salaire égal !* » « T*ou·tes ensemble pour en finir avec l'exploitation !* ». Elle a crié aussi la solidarité internationaliste avec les femmes de Palestine, les femmes premières victimes des crimes de guerre, et toutes celles qui subissent les offensives religieuses et masculinistes contre l'avortement.

Des reculs insupportables… et indissociables de cette société dans laquelle le patriarcat est à la fois un pilier de l'ordre social, et le produit des rapports de domination et d'exploitation. Face à la colère féministe grandissante, le masculinisme a aussi le vent en poupe, propagé par les forces les plus réactionnaires et nombre de médias qui combattent le souffle d'émancipation que portent les luttes des femmes pour l'égalité. Ces luttes rejoignent celles pour un autre monde, un autre pouvoir, par et pour les opprimé·es, les exploité·es.

Correspondant·es

Un extrait de l'allocution de l'AG féministe à la manifestation du 22 novembre

« Une fois encore on se retrouve très nombreux·ses en ce jour du 22 novembre, pour la journée contre les violences sexistes, sexuelles, intrafamiliales et de genre, parce que je crois qu'on est toujours plus à avoir la rage. Oui, il n'y a pas une semaine, pas un jour sans que nous ayons des raisons d'être en colère.

A ce jour, depuis le 1er janvier 2025, 144 hommes ont tué une femme parce qu'elle était une femme […] 25 personnes trans sont décédées parce qu'elles étaient trans. En 2023, 30 % des femmes déclarent avoir subi un rapport sexuel forcé ou une tentative de rapport sexuel forcé, [...] et encore… ces chiffres sont souvent sous-estimés. […] On estime que 3 enfants par classe sont victimes d'inceste.

Et la liste de toutes ces violences est longue, tellement longue que si on la faisait on ne partirait pas en manif. Mais ici on les a en tête tous ces chiffres, et c'est pour ça qu'on a la rage, […] parce qu'on a eu beau témoigner, essayé de porter plainte, on a eu beau partager rien n'a changé.

Rien n'est fait parce que la vie des femmes, des minorités de genre et des enfants n'a pas de valeur dans ce système.

Les budgets d'austérité successifs depuis des années ont montré que la priorité, c'est pas la lutte contre ces violences systémiques. La prévention ça coûte trop cher, la santé, l'éducation, les associations d'aide aux victimes, protéger et lutter contre les violences…

Ces budgets d'austérité ne révèlent pas uniquement un désintérêt pour ces violences mais il encourage et renforce toutes les violences faites aux femmes, aux enfants et aux minorités de genre. Car oui, quand on réduit les pensions de retraite, qu'on précarise l'emploi, qu'on

s'attaque aux bénéficiaires du RSA ou de l'Assurance chômage, qu'on baisse les aides au logement, que les salaires ne suivent pas le rythme de l'inflation on nous met en danger. Comment quitter un mari violent lorsqu'on n'a pas les moyens de partir ?

[…] Normalement aujourd'hui on verra sortir partout les têtes de politiciens et politiciennes pour dire que les violences faites contre les femmes c'est mal. Mais ces hypocrites sont responsables de la situation. Si de l'argent il n'y en a pas pour les femmes et les minorités de genre c'est très simple, c'est parce que cet argent il est aujourd'hui donné aux milliardaires ! Oui les plus riches dans notre pays sont plus riches grâce à l'argent public qui leur est transféré directement grâce à tous les gouvernements successifs.

Si il n'y a pas d'argent pour nous, c'est parce que cet argent il sert à augmenter les budgets militaires. Depuis plusieurs mois, la musique du militarisme sonne dans nos oreilles, il n'y aurait bientôt plus le choix de la guerre. Certainement pas ! Nous n'irons pas mourir, ni nous, ni nos enfants pour des guerres qui ne sont pas les nôtres pour défendre des intérêts qui ne sont pas les nôtres. Nous disons haut et fort pas un euro, pas une personne pour la guerre.

Nous ici, nos seuls intérêts, c'est de combattre le système patriarcal, le système raciste et le système capitaliste. Les ennemis sont dans notre pays : les politiciens à la solde des riches qui s'appuient sur la domination et la violence contre les femmes et les minorités de genre pour continuer de s'enrichir. Nos seuls intérêts aujourd'hui et demain, c'est de lutter pour un monde débarrassé de la violence, de la domination et de l'exploitation. »

AG Féministe, 22 novembre

Violences sexistes, violences sociales le capitalisme à abattre !

Réunion débat du NPA-R-33

Après la manifestation, ce 22 novembre se tenait la réunion-débat du NPA-R 33, à l'occasion de la journée pour l'éradication des violences sexistes et sexuelles.

L'occasion de revenir sur les luttes passées, dont celle pour le droit à l'avortement en Argentine. Suite à la mobilisation de millions de femmes et jeunes filles durant des années dans ce pays catholique où l'avortement n'était autorisé qu'en cas de danger pour la mère ou le fœtus, l'avortement a été acquis en 2020, une immense victoire. Mais ce combat a montré en même temps les limites d'une lutte dans le cadre des institutions, car même autorisé, les femmes ne pouvaient se payer les contraceptifs, les médecins s'y sont opposés, soutenus par tout ce que la société a de réactionnaire et qui progresse à nouveau avec Milei, ce qui fait craindre pour le maintien de ce droit durement acquis.

Autre débat abordé, pourquoi est-ce que les femmes, jusqu'au XXIème siècle, sont encore victimes de violences dans la société et la famille, mais aussi au travail avec des salaires, retraites inférieurs à ceux des hommes ? Est-ce que ces inégalités ont toujours existé ?

Un débat a eu lieu sur les bases matérielles de l'oppression des femmes née de l'apparition de la propriété privée et de leur enfermement dans la sphère domestique par des hommes devenus propriétaires, voulant être assurés de leur paternité pour la transmission de la propriété. Une camarade a décrit comment le capitalisme, en surexploitant les femmes dans les usines, a en même temps créé les bases de leur émancipation auprès de leurs camarades de travail hommes. La lutte des plus exploitées parmi les femmes a été un aiguillon de la lutte des classes, et le mouvement ouvrier révolutionnaire a été au cœur du combat féministe.

Dans la discussion, des camarades se sont interrogés sur ce que pourrait être une société où il n'y aurait plus de famille, dans quelle mesure le capitalisme lui-même la détruit déjà, et aussi comment il uniformise le travail entre hommes et femmes, tou·tes exploité·es mais aussi en capacité de gérer une économie débarrassée de la domination et arriération capitaliste.

Mónica

Notre prochain réunion-débat reviendra sur la méthode d'analyse marxiste, le matérialisme historique samedi 13 décembre à 17h30 salle Amédée Larrieu à Bordeaux.

Nouvelle-Calédonie Kanaky A bas l'État colonial français !

Alors que le gouvernement Bayrou puis le gouvernement Lecornu ont manœuvré pour faire passer en force le prétendu « accord » Bougival, deux initiatives du collectif girondin de solidarité avec le peuple kanak (CGSPK) ont permis de mettre en lumière les violences que l'État français a exercées et continue d'exercer contre le peuple kanak pour l'empêcher d'accéder à l'indépendance.

Le 5 décembre 1984, l'embuscade et le massacre de Waan Yaat

Le 2 octobre dernier à l'Utopia plus d'une centaine de personnes ont assisté à la projection du film-documentaire ***Waan Yaat – sur une terre de la République française*** réalisé en 2022 par Emmanuel Desbouiges et Dorothée Tromparent, puis participé au débat avec Benoît Trépied, anthropologue, spécialiste de la question coloniale et de la lutte des kanak.*

Le film revient sur un épisode sanglant fin 1984 de la guerre coloniale en Nouvelle-Calédonie, le piège tendu à des militants du FLNKS par des paysans caldoches qui ont assassiné dix d'entre eux et blessé gravement cinq autres. Il montre aussi le procès, trois ans plus tard, des assassins qui seront acquittés par la Cour d'assises de Nouméa. Les assassins étaient des paysans « petits blancs » -certains métissés- racistes, manipulés par des notables de la bourgeoisie caldoche ou métropolitaine. La différence sociale saute aux yeux dans le film.

Au cours du débat, Benoît Trépied a insisté sur les changements survenus depuis l'insurrection des années 84-88 qui s'était déroulée majoritairement dans les campagnes. Le mouvement du printemps 2024 qu'a déclenché le pouvoir colonial en voulant modifier le corps électoral pour rendre les kanak encore plus minoritaires, s'est pour beaucoup passé en ville, dans les banlieues pauvres de Nouméa. Il a rappelé aussi de qui est venue la violence, les manifestations du 13 et 14 mai étaient joyeuses, festives mais le 15, des kanak ont été assassinés par les milices anti-indépendantistes. Ont alors commencé les incendies, les barrages, qui ont été violemment réprimés par des policiers et gendarmes, assistés de blindés, venus de la métropole. Il a fait remarquer également que ce mouvement de révolte contestait un ordre qui a favorisé une petite partie des kanak qui ont trouvé des places dans des assemblées locales, des directions d'entreprises, etc, et qui sont favorables au projet Bougival, comme l'est le parti Palika, une vieille composante du FLNKS qui vient d'en partir à la grande satisfaction du gouvernement.

Christian Téin, Dragoss Ouedraogo et Dimitri Qenegei lors de la réunion du 18 octobre aux Douves

Répression du mouvement de mai 24

Le CGSPK a aussi aidé à l'organisation de la venue à Bordeaux le 18 octobre, dans le cadre de leur tournée, de deux militants du FLNKS, Christian Téin qui en est le président, et Dimitri Qenegei. Tous les deux comme cinq autres de leurs camarades ont été arrêtés le 19 juin à l'aube et après jusqu'à 90 heures de garde à vue, ont appris lors d'un passage devant un juge qu'ils étaient mis en examen et placés en détention provisoire… en France, séparés les uns des autres et à 17000 km de chez eux. Une véritable déportation comme l'ont subie aussi 70 jeunes prisonniers « de droit commun » du centre pénitentiaire de Nouméa. Ils n'ont été libérés qu'en juin de cette année, assignés à résidence avec l'interdiction de se rencontrer jusqu'il y a peu.

Leur tournée dans plusieurs villes a permis de faire entendre ce qui se passe vraiment en Nouvelle-Calédonie à l'opposé des versions du pouvoir colonial et des « loyalistes » anti-indépendantistes.

Christian Téin a aussi expliqué le rejet par le FLNKS de Bougival : « *Ce texte n'est qu'une façade, de la poudre de Perlimpimpin comme disent certains. Bien qu'il affiche des termes comme « État calédonien » ou « nationalité calédonienne », il ne fait en réalité que réinstaller une politique néocoloniale. Derrière ces nouveautés institutionnelles, il propose d'ouvrir davantage le corps électoral ou encore d'accroître le nombre d'élus de la province Sud, ce qui revient, de fait, à donner tous les moyens politiques à ce bastion des anti-indépendantistes.* »

Une centaine de personnes ont assisté, avec beaucoup d'intérêt et de solidarité, à cette conférence aux Douves.

Claude Rousset

* Benoît Trépied est aussi venu à notre fête le 4 octobre pour présenter son livre : « *Décoloniser la Kanaky-Nouvelle-Calédonie* » et a animé un débat sur les luttes du peuple kanak.

Une usine Seveso 2 sur les bords de Garonne

Annoncé en mai 2024 par Macron lors d'un sommet Choose France, le projet EMME d'une usine installée sur les bords de Garonne à 8 kms en aval de Bordeaux serait destiné à transformer du cobalt et du nickel en sulfates nécessaires à des batteries électriques. Un projet à hauts risques d'autant que la zone prévue est inondable. La mobilisation s'organise pour le faire annuler.

Un rappel aussi d'une des raisons de l'acharnement du pouvoir colonial à garder sa mainmise sur la Nouvelle Calédonie et son nickel.

Quand la Préfecture de Gironde tente de faire taire la solidarité avec la Palestine… Réponse militante

Quelques jours après le rassemblement spontané qui s'était tenu le 8 octobre à Bordeaux pour dénoncer l'interception de 8 navires de la Flottille pour Gaza, 3 militant·es ont été appelé·es par la Police pour être entendu·es en « *audition libre* » au commissariat dans le cadre d'une enquête ouverte par le procureur de la République pour le délit d'« *organisation d'une manifestation sur la voie publique non déclarée* »…

Aucun·e d'entre eux n'avait « *organisé* » quoi que ce soit puisque cet appel à se rassembler devant les mairies, qui circulait dans toutes les villes de France, émanait de la flottille elle-même. Mais peu importait à la Préfecture qui entendait mettre un coup de pression, convoquant 3 des militant·es qui y avaient pris la parole.

En réponse, un rassemblement était appelé par de nombreuses organisations, soucieuses de ne pas laisser cette provocation sans réaction, lors de la convocation de David, militant d'Education avec Gaza, du SNES FSU et membre du NPA-R.

L'occasion pour les militant·es présent·es d'affirmer haut et fort la solidarité avec le peuple palestinien et toutes celles et ceux qui dénoncent la barbarie de l'Etat d'Israël et la complicité et le soutien actifs des USA et des puissances occidentales dont la France.

Mais aussi toutes les tentatives de museler la liberté d'expression et le droit de manifester et de se rassembler !

I.U.

Rassemblement contre la répression, devant le commissariat le 4 novembre

Hurmic et la sécurité ou « *la méthode bordelaise* » de flicage de la société

A quatre mois des municipales et bien qu'il n'ait pas déclaré sa candidature, Hurmic n'oublie pas de surfer sur la vague sécuritaire. Il s'en est même fait une spécialité auprès de ses collègues maires. Et c'est fort de cette réputation qu'il est intervenu pour présenter sa dite « *méthode bordelaise* » au congrès de l'association des maires de France (AMF) qui se tenait récemment sur le thème… de la sécurité.

Hurmic se vante d'avoir augmenté de 58 % le nombre de caméras de surveillance. Elles sont désormais plus de 200 à Bordeaux, reliées à un centre de supervision où une quarantaine d'agents se relaient 7 jours sur 7 et 24h sur 24 pour « *analyser en direct les images* », « *coordonner les interventions* », voire « *sanctionner des infractions à distance* »…

Concernant l'armement de la police municipale, Hurmic s'y était longtemps refusé, avant de décider en novembre 2024, sous de multiples pressions dont celle d'un mouvement des policiers eux-mêmes, d'en armer une partie. Baptisée BAS (brigade d'appui et de sécurisation), pistolet au côté, elle devrait compter quelques 57 agents cette fin d'année.

Le « *premier maire écologiste à armer sa police* » s'en félicite aujourd'hui. C'est qu'au cours de la campagne municipale, il s'était « *engagé à mettre plus de bleu dans les rues de Bordeaux* » mais il n'y arrivait pas… Malgré la multiplication des appels à candidature, « *Bordeaux n'arrivait tout simplement plus à recruter* ». Mais avec la décision d'armer la police, tout a changé : « *On est passés du néant à une croissance exponentielle. L'arrivée de l'armement a joué, il ne faut pas se le cacher. Nous avons enclenché un processus.* » explique-t-il… Du coup, il pourra se targuer d'avoir atteint un de ses objectifs : porter les effectifs de la police municipale à 210 agents. Un plan de flicage de la ville des plus réactionnaires, mais placé, maire de gauche oblige, sous le contrôle d'un comité d'éthique…

D.M.

Dossier 137

de Dominik Moll (2025)

Le film est inspiré d'affaires réelles de violences policières durant les manifestations des Gilets jaunes. On suit Stéphanie, une enquêtrice (Léa Drucker) de l'IGPN, la Police des polices, qui doit faire la lumière sur les circonstances dans lesquelles le jeune Guillaume est retrouvé à terre, le jour de la manifestation parisienne du 8 décembre 2018 où se sont déchainées les violences policières, la tête fracassée par un tir de LBD dont il gardera toute sa vie les séquelles. Venu de Saint-Dizier pour faire la fête en famille, il participait pour la première fois à une manifestation, « *pour les services publics* ».

Les tirs de LBD répondaient-ils à une attitude menaçante du manifestant qui aurait placé les policiers en situation de légitime défense ? L'enquête doit faire la lumière sur les évènements et elle est menée par Stéphanie et son équipe qui finissent par identifier le groupe de la BRI (les brigades de recherche et d'intervention) dont ils arrivent à prouver que deux d'entre eux ont tiré sur Guillaume de dos, qui s'enfuyait, visant la tête.

L'équipe interroge les flics qui plaident de façon surréaliste la légitime défense. Leurs supérieurs expliquent que l'Etat, débordé, sous pression, a fait appel à toutes les forces comme la BRI en renfort de forces de police « *à bout, à cran* », sans préparation. Il fallait « *sauver la République* ». Ce n'était plus l'heure des procédures…

Originaire de Saint-Dizier, comme la famille de Guillaume, Stéphanie prend le dossier 137 très à cœur, convaincue que les policiers fautifs doivent être sanctionnés. Elle croit en l'IGPN « *garante de la démocratie* », jusqu'à ce que les contradictions entre les pressions des politiques et de sa hiérarchie qui voudraient étouffer l'affaire et éviter le scandale, ses collègues des forces de l'ordre gagnés au corporatisme des syndicats de police d'extrême-droite, et l'opinion publique anti-flic la rattrapent. Elle ne sait plus quoi répondre lorsque son fils lui demande, « *maman, pourquoi tout le monde déteste la police ?* »

Le film nous montre aussi comment la famille de Guillaume,

ou la jeune femme de chambre d'un grand hôtel témoin de la froide agression des flics, comprennent rapidement qu'il n'y a rien à attendre de cette enquête administrative, un faux-semblant de justice, le mensonge d'un pouvoir qui n'a que mépris pour les pauvres et leurs droits, que la répression comme réponse.

CH

Retrouvez les vidéos des introductions des réunions-débat du NPA-R-33 sur notre site